

La croissance de l'économie marocaine est-elle une énigme ?

Le Maroc est un pays de paradoxes. Cette assertion, souvent convoquée lorsque des contrastes viennent heurter la raison, s'enrichit désormais d'un nouveau paradoxe que la Banque mondiale vient de pointer sous la forme d'une énigme : en dépit des performances en matière de stabilité des prix, de maîtrise de la dette publique, de la limitation du déficit public et de réformes institutionnelles, l'économie marocaine connaît une croissance lente. L'argument d'autorité aidant, ce diagnostic semble investi, à en juger par la réception dont il fait l'objet, de toute la force d'une référence pieuse. Or, à interroger l'orientation de la politique économique à l'œuvre, il apparaît que les contre-performances constatées ne semblent pas sibyllines. L'économie marocaine pâtit des règles monétaires et budgétaires restrictives qui sont une pièce maîtresse des politiques recommandées par la Banque mondiale. De telles règles, adoptées à des fins de stabilité macro-économique, s'avèrent contre-productives : le coût qu'elles impliquent en termes de croissance, d'emploi et de bien-être social est élevé. Plutôt qu'une énigme, l'atonie de l'économie marocaine exhibe une incompatibilité entre le régime de la rigueur budgétaire et monétaire, d'une part, et une croissance soutenue, d'autre part. L'institution de Bretton Woods appelle à la suppression des rigidités du marché du travail et à l'accélération de l'ouverture commerciale. Ces réformes ne semblent pas, au regard de leurs carences, en mesure de remédier aux déficiences de la croissance.

Les coûts de la rigueur

Telle qu'elle est conçue par la Banque mondiale, l'organisation institutionnelle de la politique économique est commandée par les objectifs de désinflation et de maîtrise du déficit budgétaire public. De tels objectifs sont justifiés par la nécessité de créer des conditions macro-économiques stables à même de relancer l'investissement, de soutenir la croissance et l'emploi et de contribuer à la réduction de la pauvreté. A observer les évolutions de l'économie marocaine, force est de constater qu'elle n'est pas le siège de cette séquence vertueuse stabilité-croissance-emploi. La stricte maîtrise de l'inflation impose un sacrifice en termes de production et d'emploi. Le niveau élevé des taux d'intérêt réels, imposé par l'objectif de

**Rédouane
Taouil**

Université Pierre
Mendès France de
Grenoble
(taouil.redouane@upmf-
grenoble.fr)

stabilité des prix, s'est traduit par de faibles crédits à l'investissement. La proportion de ces ressources bancaires affectées au crédit à l'équipement entre 2000 et 2004 ne dépasse pas en moyenne 9 %. Les projets d'extension des capacités de production notamment dans les petites et moyennes entreprises s'en trouvent découragés. A cet impact négatif s'ajoute l'alourdissement des charges financières des entreprises débitrices, lequel détériore leurs conditions de rentabilité, compromet leur solvabilité et affaiblit leur capacité d'emprunt. La baisse des taux d'intérêt pratiqués par la banque centrale, intervenue depuis bientôt quatre ans, n'a pas entraîné une baisse conséquente du coût du crédit. Loin de renforcer la concurrence, la réforme du système bancaire et financier a conduit à des ententes dont l'effet est la rigidité du coût des investissements financés par crédit bancaire. Du fait de ce défaut de synergie entre la politique monétaire et la réforme du marché du crédit, l'orientation de désinflation s'installe systématiquement, exerçant ainsi un impact récessif. Outre que l'assouplissement du réglage monétaire est inefficace, la dite réforme ne contribue pas à une stimulation de l'activité. La diffusion de la variation des taux d'intérêt de la banque centrale aux taux bancaires est aussi faible que lente. L'offre de crédit à l'équipement reste ainsi largement rationnée. On observe ainsi sur la période 2000-2004 une régression des prêts bancaires aux petites et moyennes entreprises. Dans de telles conditions, l'économie consent un sacrifice qui tient à la perte de production par suite de la baisse du taux d'inflation.

La crédibilité recherchée à travers la désinflation apparaît d'une efficacité limitée. Ses retombées en termes de surcroît d'investissement et de croissance ne sont pas conséquentes. En témoigne le volume des investissements directs étrangers qui reste largement en deçà des attentes. La demande d'investissement reste insuffisante. La formation brute du capital fixe représente en 2004 à peine 23,5 % du produit intérieur brut, contre 23,7 % en 1999. Elle reste fortement dépendante des investissements directs étrangers dont la contribution est passée à 7 % en 2004 contre 23 % en 2003. Ces investissements constituent davantage des placements en portefeuille que des opérations d'extension des capacités de production. Les recettes des privatisations représentent une large part des investissements drainés. Les investissements hors privatisation n'ont guère dépassé, en moyenne annuelle, 2,4 % du produit intérieur brut. En 2004, les activités privilégiées par les flux de l'investissement étranger sont essentiellement l'immobilier (22 %), la banque (17,7 %) et le tourisme (16,6 %) ; l'industrie attire à peine 1/5^e de ces investissements.

A son tour, la règle de maîtrise du déficit public se traduit par une faible réactivité de la politique budgétaire. L'approche gestionnaire des finances publiques interdit l'exercice des effets stabilisateurs comme des effets redistributifs du déficit. En s'en tenant à une stricte discipline budgétaire, quels que soient les chocs défavorables qui affectent l'économie, le décideur public se prive d'actions contra-cycliques à même de réduire les fluctuations

et de soutenir l'activité. Ainsi, dans le contexte des chocs de la sécheresse, la contrainte de discipline impose des mesures de contraction des dépenses privées et publiques qui dépriment la croissance. Or, la réponse à ces chocs appelle un déficit discrétionnaire : d'une part, parce que la politique monétaire s'avère largement défaillante en matière de stabilisation et, d'autre part, parce que la marge de manœuvre budgétaire s'est élargie suite notamment à la maîtrise des ratios d'endettement.

Dans le même temps, la rigueur budgétaire ne laisse pas de place aux actions de redistribution dont la finalité est d'atténuer l'aggravation des disparités sociales. En vertu d'un critère trop rigide, le décideur public s'impose une limite qui restreint l'exercice de la responsabilité sociale dans un contexte où la mollesse de la croissance se conjugue aux restrictions monétaires et budgétaires pour accentuer la pauvreté d'accessibilité due au faible accès aux services de santé et d'éducation et la pauvreté des potentialités qui découle de l'absence de dotations en capitaux éducatif, physique ou financier et du défaut d'insertion sociale. L'opération des départs volontaires à la retraite est une illustration significative des retombées négatives de la subordination de la politique budgétaire à un indicateur global qui relègue l'objectif de croissance derrière l'objectif gestionnaire de limitation du déficit public. Cette opération a été présentée comme une source d'économies futures sur les dépenses courantes. Ayant occasionné une dépense de 10,5 milliards de dirhams, elle a représenté 1,5 % du PIB. Au nom du ratio masse salariale/produit intérieur brut, jugé excessif parce qu'il est de l'ordre de 13 %, l'économie nationale a subi une saignée en « capital humain » dans les secteurs sanitaire et éducatif, pourtant reconnus pour les effets positifs sur la croissance à long terme et le développement humain.

La conduite de la politique économique selon des règles rigides enferme l'économie marocaine dans ce qu'on pourrait appeler la trilogie incompatible, c'est-à-dire l'impossibilité de réduire le déficit public, de maîtriser l'inflation et de réaliser une croissance régulière. Le coût de cette politique en termes de développement témoigne avec éloquence de cette incompatibilité : chômage de masse, pauvreté grandissante, très fortes inégalités de niveaux de vie. Les politiques de la Banque mondiale et du FMI de la discipline budgétaire, de la stabilité des prix aux réformes des systèmes réglementaires en passant par la libéralisation des marchés et la privatisation sont généralement décrites par le terme de « consensus de Washington ». Il y a lieu de parler ici d'« incohérence de Washington » tant les prescriptions des politiques budgétaire et monétaire restrictives entravent l'émergence d'une dynamique vertueuse de croissance et de développement humain.

Les inefficiences des réformes

Pour relancer la croissance, la Banque mondiale plaide pour une extension des réformes notamment à travers l'élimination des rigidités du marché du travail et de la protection commerciale. Ainsi que le souligne Solow (2006),

la réforme structurelle du marché du travail, qui n'est rien d'autre qu'une dérégulation, présuppose que le travail est une marchandise similaire à une denrée périssable. Une telle présupposition est sujette à discussion. La relation à l'emploi n'est pas une simple relation d'échange marchand. Le contrat salarial a pour corollaire l'insertion du salarié dans le processus productif, de sorte que l'exercice du travail n'est pas un simple acte technique lié à l'usage du travail comme de n'importe quelle marchandise. Il met en relation des acteurs dont les engagements réciproques quant à la production des biens obéissent à des principes de coordination hors marché. Lors de la conclusion du contrat salarial, les caractéristiques du salarié ne peuvent être entièrement observées par l'employeur du fait que le travail n'a pas d'existence antérieurement à l'acte de produire. Dans le même temps, l'incertitude sur l'exécution du contrat peut conduire l'employé à ne pas fournir l'effort productif adéquat. Dans ces conditions, la relation à l'emploi se fonde sur des interactions entre les agents liés aux exigences de révélation de l'effort productif. La firme peut être amenée à offrir un salaire incitatif à la coopération d'un niveau supérieur au salaire concurrentiel. Cette décision, dictée par des considérations d'efficacité, implique que le salaire est déconnecté de l'état du marché du travail.

L'existence d'une relation positive entre la productivité et le salaire ôte à celui-ci sa fonction d'ajustement ; une baisse de rémunération des salariés entraîne un relâchement de l'effort et une diminution des profits. La firme ne peut, dans ces conditions, accroître sa demande de travail en embauchant des salariés peu exigeants. A ce titre, la rigidité du salaire à la baisse constitue une caractéristique interne à la relation à l'emploi. La recherche de l'efficacité à court terme par la flexibilité pourrait être un obstacle à la recherche de la compétitivité à long terme. Dans le cas où les contrats de travail sont de courte durée, les firmes investissent moins dans les compétences spécifiques des travailleurs et préfèrent le licenciement à la flexibilité interne, la réduction de l'emploi à l'amélioration de la productivité. En revanche, les contraintes légales et les relations industrielles limitent les réductions d'emploi, managers et salariés partagent le même intérêt pour l'apprentissage par l'usage, les gains de productivité à long terme et la mise en place d'innovations.

La dérégulation du marché du travail présente, par ailleurs, le risque de peser fortement sur les rémunérations et d'accroître la pauvreté salariale. Elle est de nature à maintenir la faiblesse des débouchés pour les entreprises à accentuer l'atonie de la consommation et à brimer l'incitation à investir et, partant, la croissance. De telles conditions ne peuvent que renforcer les mécanismes de cercles vicieux en termes de développement humain : la faiblesse du revenu maintient l'insatisfaction de besoins fondamentaux, décourage les dépenses d'éducation et de formation, accroît la vulnérabilité et limite l'accès aux libertés. Ces effets négatifs de la flexibilité du marché du travail sont une autre expression d'une autre incohérence de Washington qui tient au conflit entre cette flexibilité et l'objectif de lutte contre la pauvreté.

La poursuite du démantèlement de la protection commerciale, que prescrit la Banque mondiale, appelle, elle aussi, de sérieuses réserves. Il est intéressant de noter que le département d'évaluation des opérations de la Banque mondiale dresse un bilan négatif des réformes du commerce extérieur mises en œuvre de 1987 à 2004 dans des pays en développement : la comparaison de l'évolution de la croissance, des exportations, du revenu par tête, du déficit courant ou de la dette fait ressortir que les performances des pays qui ont bénéficié de l'appui de la Banque mondiale sont médiocres comparativement à ceux qui ont opéré leur ouverture sans elle. « Des réformes profondes ont été menées, mais, pour quelques succès éclatants, beaucoup d'expériences se sont soldées par des échecs » résume V. Thomas, directeur dudit département. Le Maroc n'échappe pas à la règle. D'autant que la réforme du commerce extérieur et la politique macro-économique ne sont pas coordonnées. Le développement de la capacité d'exporter requiert une stratégie conséquente de promotion industrielle fondée sur l'octroi de crédits bonifiés, des dispositions fiscales aussi bien que des investissements publics directs. Tenu à des restrictions monétaires et budgétaires, le décideur de la politique économique ne semble pas adopter cette stratégie. La politique du système bancaire ne permet pas aux entreprises, sujettes à des contraintes de crédit, de faire face aux impératifs de l'ouverture. L'incorporation d'une prime de risque de 2 % supérieure à la moyenne et le faible accès des entreprises au capital-risque accentuent le rationnement du crédit. La rigidité des critères d'éligibilité, la limitation du risque à l'accompagnement du développement des entreprises restreignent le financement des transformations que nécessite la mise à niveau des entreprises, d'autant que les garanties allouées restent faibles : entre 2000 et 2004, seules 8,6 % des petites et moyennes entreprises en ont profité, contre 35 % des grandes entreprises. La capacité d'exporter est handicapée par le défaut de modulation de la protection tarifaire en fonction de la capacité d'insertion internationale. Le choc provoqué par la suppression des quotas d'importations de produits textiles a été un révélateur de l'inadaptation des capacités d'offre à la demande externe suite à des stratégies d'entreprises bien plus routinières que novatrices. Cette faible propension à l'innovation traduit, à son tour, le manque de synergie entre les réformes structurelles et la politique économique. D'une part, l'allocation des ressources publiques en matière industrielle ne privilégie pas une politique d'assimilation et d'adaptation des innovations destinée à soutenir la croissance de la productivité. D'autre part, l'option en faveur de la compétitivité-prix au détriment de la compétitivité structurelle entrave le redéploiement de l'appareil productif vers des productions favorisant la montée en gamme, les produits à plus forte valeur ajoutée. La faible capacité d'endettement et d'investissement des petites et moyennes entreprises obère la recherche du perfectionnement technique, la maîtrise du système de management et de la qualité du produit. C'est dire que le délai de carence des réformes est long.

Comme l'a montré avec force D. Rodrik (2004), le décollage économique appelle souvent un minimum de transformations des formes institutionnelles. Sur plus de 80 périodes d'accélération de la croissance au cours desquelles un pays a connu une hausse de la croissance de plus de 2 points sur un minimum de sept ans, souligne-t-il, cette croissance n'est pas induite par la libéralisation ou l'ouverture économique, mais par la réduction de contraintes entravant le développement de l'investissement. « Impulser la croissance – conclut Rodrik – est beaucoup plus simple en pratique que ne le suggèrent les recettes standard de Washington, avec leur cortège de réformes institutionnelles et de nouveaux modes de gouvernance. »

Au total, si la Banque mondiale évoque l'existence d'une énigme de la croissance c'est parce qu'elle escamote les inefficiences de la politique économique et minore les coûts des réformes structurelles. De telles positions sont consécutives à une grille d'analyse qui tient le fonctionnement concurrentiel des marchés pour une norme d'équilibre et de bien-être à l'aune de laquelle les économies réelles sont évaluées. Les écarts à cette norme sont tenus pour des imperfections de structure ou anomalies à éliminer au moyen de politique d'accélération de la libéralisation, de la privatisation et de la déréglementation. Cette démarche n'est pas sans faire penser au quidam qui met dans une urne des boules blanches et s'étonne de n'en sortir que... des boules de cette couleur.

Références bibliographiques

- Banque mondiale (2006), *Royaume du Maroc : Memorandum économique pays, promouvoir la croissance et l'emploi par la diversification productive et la compétitivité*, 2 vol.
- Banque mondiale (2006), *Evaluation de l'approche de la Banque mondiale sur les programmes mondiaux : relever les défis posés par la mondialisation*.
- Bank Al-Maghrib, Rapports annuels.
- Rodrik D. (2004), « Getting Institution Right », *CESifo DICE Report*, 2, été 2004 ; reproduit in *Problèmes économiques*, n° 2868, 2 février 2005.
- Solow (ed.) (2006), *Réforme structurelle et politique économique*, Economica, Paris.
- El Aoufi N. (2002), « Les réformes économiques en perspectives : de Abdellah Ibrahim à Abderrahmane Youssoufi », *Critique économique*, n° 8, Été-automne.
- Halevi J. et Taouil R. (2006), « La exogeneidad la inversion : de las leyes sistematicas de la acumulacion y crecimiento a las condiciones de demanda efectiva », *La Economía del crecimiento dirigido por la demanda*, M. Sterfield (ed.), Editions Akal.
- Taouil R. (2002), « Politique économique restrictive et piège du sous-développement au Maroc : l'autre arithmétique déplaisante », *Critique économique*, n° 8, Été-automne.